





fait, mais c'est là, de sa part, une opinion purement spéculative et qui n'entraîne aucune conséquence dans l'ordre politique. Pour le dire d'un mot, l'Amérique est le pays le plus républicain du monde entier, et c'est celui qui prend le moins part dans les affaires des autres.

On pourrait être tenté de croire qu'il est pour le moins superflu de recommander en ce moment à la France une excessive prudence diplomatique : la situation qui lui a été faite par le traité de Francfort semble suffisamment l'y contraindre. Et pourtant, n'entendons-nous pas parler tous les jours de « certaines combinaisons infaillibles », à l'aide desquelles notre pays reprendrait ce que l'on appelle son rang et son influence ?

Certaines fractions de la majorité de l'Assemblée ne la sollicitent-elles pas de faire une grande « démonstration de sympathie en faveur du pape » ?

Et les feuilles révolutionnaires ne disent-elles pas bien haut que la tâche de tout gouvernement républicain est de travailler à renverser autour de lui les trônes ?

Les sages conseils du *Soir* arrivent donc fort à propos.

La Presse, après avoir constaté le dissentiment profond qui sépare le gouvernement et la commission chargée d'examiner le trop fameux projet de loi Victor Lefranc, se demande avec inquiétude quelle en pourra être la solution. Une transaction ? un conflit ? L'un ne vaut guère mieux que l'autre ; car, dans les deux cas, le Gouvernement et l'Assemblée perdront de leur autorité morale. Mais quel donc ?

Il reste encore, répond la Presse, un moyen pour échapper à cette périlleuse alternative, c'est de retirer le projet de loi. Quand on a fait une faute, il est encore moins grave de se désavouer que de s'y obstiner. Si un ministre y perd son portefeuille, ce sera payer d'un bien léger sacrifice l'honneur de rentrer dans la voie de la raison et du droit, et d'éviter au pays une crise qui rendrait ses malheurs encore plus irréparables.

La présentation de la loi fausse toutes les relations des pouvoirs et crée le péril le plus imminent que nous ayons en ce moment à affronter. Une telle loi substituerait à la République modérée, dont l'essai était possible, la République violente, dont l'essai est impossible. Elle commence par l'énorme que pour s'écarter par la force et se perdre dans la disette. Il n'y a qu'un moyen de la réprimer : c'est de retirer la loi pénale qui serait tout à la fois son acte de naissance et son acte de mort.

La Patrie examine les conditions auxquelles le débat qui doit s'engager aujourd'hui à l'Assemblée, sur les motifs de la retraite de M. Pouyer-Quertier, donnera tout ce qu'on en peut attendre et sera vraiment profitable au pays. La première, la plus importante de ces conditions, c'est que les promoteurs du projet limitent leurs interpellations à des points très précis et très exacts, aux circonstances politiques du procès, les seules que l'Assemblée ait le droit d'examiner sans paraître vouloir juger les juges de Rouen.

Ce qu'il faut savoir, dit-elle, c'est : 1° le détail de la négociation poursuivie avec le gouvernement helvétique pour obtenir l'extradition de l'ancien préfet de l'Eure. Il est essentiel que le public comprenne bien les motifs qui ont déterminé le Gouvernement à s'abstenir sur l'extradition de M. Janvier, pendant qu'en même temps il se montrait si coulant à l'égard de l'extradition de Razona et autres notabilités incendiaires de la Corse, extradition qu'il n'a pas eu finalement à se faire accorder.

2° Il est indispensable de tirer au clair la part d'intervention de M. Dufaure dans le procès de Rouen. Il faut savoir en vertu de quels motifs M. Dufaure, qui proclamait si fièrement, lors des interpellations de M. Raviot, relatives à l'impunité de M. Ranc, l'absolu neutralité du ministre de la justice, s'est constitué, dans l'affaire Janvier, juge d'instruction supérieur et accusateur public prépondérant, fait attesté par un incident que tous les jurisconsultes s'accordent à considérer comme une sorte de monstruosité : nous parlons de l'introduction dans le résumé du président, après la clôture des débats, d'un document officiel, émané sans conteste du ministre de la justice.

Enfin il est indispensable que des explications catégoriques soient données sur le compte de l'arrêt du ministre de l'intérieur qui a trop l'air d'avoir été uniquement lancé pour fournir une arme à l'accusation, arrêté pris à la sourdine, clandestinement, en dehors de toutes les conditions exigées par la loi pour le rendre régulier.

## LES ACTES OFFICIELS

### LE CUMUL DES TRAITEMENTS.

L'Assemblée nationale a adopté, Le président de la République française promulgue la loi dont le teneur suit :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les fonctionnaires de tout ordre élus députés à l'Assemblée nationale, et les membres de cette Assemblée anxieux des fonctions publiques rétribuées ont été condamnés à leur élection, soient comme les autres représentants l'indemnité législative établie avec interdiction de cumul par le décret du 29 janvier 1871.

Art. 2. — Si le chiffre de l'indemnité est supérieur à celui du traitement du fonctionnaire, ce traitement est ordonné en totalité au profit du Trésor, pendant la durée du mandat législatif.

Art. 3. — Si le chiffre du traitement est supérieur à celui de l'indemnité, le fonctionnaire député ne touche, pendant la même période, que la portion de son traitement net excédant ladite indemnité.

Art. 4. — Dans les cas prévus par les articles 2 et 3, les droits du fonctionnaire à une pension de retraite continueront à courir comme s'il jouissait sans interruption de la totalité de son traitement.

Art. 5. — Les traitements dont il est question aux articles 2 et 3 comprennent, pour tous les fonctionnaires civils et militaires, l'ensemble des traitements et suppléments de toute nature assujettis à la retenue au profit du Trésor, et alloués par les règlements à la position d'activité, sauf les indemnités de représentation et les frais de bureau.

Art. 6. — Sont exceptés des dispositions des mêmes articles, les pensions de retraite civiles et militaires, le traitement des officiers généraux admis dans le cadre de réserve, la solde ou pension des officiers mis en réforme, les traitements alloués aux décorations de la Légion d'honneur, les rentes viagères attribuées aux médailles militaires, les pensions allouées à titre de récompense nationale.

Art. 7. — Ne seront soumises à aucune répétition les sommes perçues jusqu'à la promulgation de la présente loi en vertu de l'arrêté du 6 août 1871, par les officiers membres de l'Assemblée nationale.

Art. 8. — Les traitements dont il est question aux articles 2 et 3 comprennent, pour tous les fonctionnaires civils et militaires, l'ensemble des traitements et suppléments de toute nature assujettis à la retenue au profit du Trésor, et alloués par les règlements à la position d'activité, sauf les indemnités de représentation et les frais de bureau.

Art. 9. — Sont exceptés des dispositions des mêmes articles, les pensions de retraite civiles et militaires, le traitement des officiers généraux admis dans le cadre de réserve, la solde ou pension des officiers mis en réforme, les traitements alloués aux décorations de la Légion d'honneur, les rentes viagères attribuées aux médailles militaires, les pensions allouées à titre de récompense nationale.

Art. 10. — Ne seront soumises à aucune répétition les sommes perçues jusqu'à la promulgation de la présente loi en vertu de l'arrêté du 6 août 1871, par les officiers membres de l'Assemblée nationale.

Art. 11. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 12. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 13. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 14. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 15. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 16. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 17. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 18. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 19. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 20. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 21. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 22. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 23. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 24. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 25. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 26. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 27. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 28. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 29. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 30. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 31. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 32. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 33. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 34. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 35. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 36. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 37. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 38. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 39. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 40. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 41. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 42. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 43. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 44. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 45. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 46. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 47. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 48. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 49. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 50. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 51. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 52. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 53. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 54. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 55. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 56. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 57. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 58. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 59. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 60. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 61. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 62. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 63. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 64. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 65. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 66. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 67. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 68. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 69. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 70. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 71. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 72. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 73. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 74. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 75. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 76. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 77. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 78. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 79. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 80. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 81. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 82. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 83. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 84. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 85. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 86. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 87. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 88. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 89. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 90. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 91. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 92. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 93. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 94. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 95. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 96. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 97. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 98. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 99. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

Art. 100. — Sont considérés comme régularisés les actes qui auraient été reçus par les suppléants des officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi.

comte de Paris, accompagné de son ami intime, M. Evrard, avocat, après avoir visité le palais de justice dans tous ses détails, est venu suivre cette horrible affaire, à laquelle il semblait prendre un intérêt tout particulier. En effet, la fille Rouland, accusée de complicité dans l'assassinat, et qui, du reste, a été acquittée, était la petite fille d'une ancienne domestique de la duchesse d'Orléans, pour laquelle cette dernière avait une tendresse toute particulière. Le comte, désireux de connaître le résultat de l'affaire, est resté trois heures durant aux assises, sur un banc des témoins, et à côté d'un garde municipal qui, à la grande joie du banc des avocats, semblait se faire un malin plaisir de lui faire retirer son chapeau pour s'asseoir. Une fois l'affaire terminée, le comte est venu parler au président, M. Lafouille, et féliciter l'avocat-général, M. Morellet, de l'éloquence de son réquisitoire.

### L'INDEMNITÉ AUX PROPRIÉTAIRES DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE

C'est décidément lundi prochain, 11 mars, que commencera la liquidation des onze millions à répartir entre les propriétaires qui ont subi des pertes par suite de la guerre étrangère. Il y aura deux catégories d'indemnités : les propriétaires dont les ressources sont encore raisonnables, c'est-à-dire possédant maison à la ville et à la campagne, ne toucheront que huit pour cent ; aux propriétaires plus nécessiteux on donnera jusqu'à concurrence de quinze pour cent.

Nous croyons utile de rappeler aux intéressés qu'ils n'ont pas à se déranger avant le jour fixé ; car ils seront invités par lettre individuelle, à venir retirer leur mandat à la mairie de l'arrondissement qu'ils habitent.

### UN CURIEUX DOCUMENT

Le registre des séances secrètes de la Commune, retrouvé il y a quelques mois au domicile d'Amoureux, vient d'être déposé au greffe des conseils de guerre. Les officiers composant ces conseils sont seuls admis à en prendre connaissance, et il n'est pas communiqué au public. Ce registre contient toutes les séances secrètes jusqu'à celle du 20 mai inclusivement, séance dans laquelle fut décidé l'incendie de l'hôtel de ville. Ce curieux document est émaillé d'assez nombreuses fautes d'orthographe.

### LE BAL DES CHIFFONNIERS

Nous sommes décidément en pleine série de bals de corporations. Ce soir à lieu celui des gens de maison ou des domestiques. On annonce pour mardi celui des chiffonniers. C'est à l'établissement connu sous le nom de *Bal des Fleurs*, avenue de Paris, que sera célébrée cette fête aristocratique. Impossible d'imaginer coup d'œil plus curieux : un de nos amis, qui a assisté plusieurs fois aux bals des chiffonniers, nous donne à ce sujet les renseignements suivants :

L'entrée coûte cinq sous, et une tenue décente est de rigueur, c'est-à-dire qu'il faut être propre et se débarrasser de ses vêtements sales. Il y a, du reste, tout ce qu'il faut pour cela au vestiaire. Un million de la cérémonie, le doyen d'âge de la corporation fait un discours. Le doyen d'âge s'appelle Pierre Michelon en 1869 et avait quatre-vingt-un ans ; c'était encore un solide gaillard. Il s'était amassé de petites rentes et ne travaillait plus.

L'orchestre est généralement composé d'un piston, d'un violon et d'une clarinette. Deux heures du matin, la plus aimable familiarité commence à régner : c'est le moment où l'on fait passer les messieurs. Faire passer les messieurs, c'est s'amuser à bousculer les gens bien mis et à les rejeter comme des balles. Nous ne saurions donc trop recommander aux curieux qui voudront assister au bal des chiffonniers de s'écarter vers minuit.

### MORT D'UN COMÉDIEN

Hier est mort, dans un mauvais hôtel meublé de la rue des Abbesses, le comédien Pierre Dorival, qui a eu une certaine réputation en 1825. Pierre Dorival — qui de son vrai nom s'appelait Pierre Gratin — jouait les rôles de traître à tous crins. C'était un grand vieillard, haut de près de six pieds, maigre comme un échelas. Depuis dix ans, on le voyait tous les matins aller chercher trois sous de lait chez une fruitière de la rue Lepic. Ce lait, avec une petite pain d'un sou, constituait tout le déjeuner de l'ex-Buridan. Le pauvre diable avait soigneusement conservé, dans ses jours de misère, 150 francs, destinés aux frais de son enterrement : on les a trouvés dans le tiroir de sa table de nuit, avec une note explicative. Dorival était âgé de soixante-quatorze ans.

### LE TROCADERO



Je n'empêcherai pas sur le domaine de mon ami Lafont pour parler du *Drame de Gondo* qui vient de tomber à plat à l'ambigu. Il paraît qu'il a obtenu pourtant un colossal succès de fou rire, et c'est à regretter de n'avoir pas assisté à cette fête.

Il en avait été ainsi autrefois de l'*Auberge des Adrets*. C'était un gros mélodrame, très noir, dans lequel Robert Macaire et Bertrand étaient deux scélérats de la plus sérieuse encre. Ces rôles sinistres et terribles étaient destinés à faire frémir tout Paris et quelques jours après ils constituaient l'un des plus formidables états de rière qu'on eût jamais entendus sur une scène française.

La pièce devait avoir trois représentations elle en eut deux ou trois cents, et à cette époque il ne venait pas dix mille étrangers à Paris par an.

Que devenait Frédéric Lemaître, cette ruine d'un génie absolu? On dit qu'il va donner une série de représentations à ce même Ambigu. Combien je plains le « vieux lion » d'être forcé de se faire dans ces années rôles qui ont fait sa gloire, et où il ne domine plus aujourd'hui que des regrets et des déceptions.

Je connais un auteur qui tient tout prêt un rôle splendide pour ce maître, une création, qui serait assurément sa dernière, car il voudrait se retirer sur les effets produits par ce rôle d'une grande nouveauté, et dans lequel son prodigieux talent de mimique ferait l'événement de tout Paris.

Mais le vent n'est pas aux drames sérieux, on est plus que jamais enroué des cascadeurs, et il a fallu que *Ruy Blas* se soit allé de l'autre côté de l'eau pour être écouté et joué avec le respect qu'on doit à une œuvre magistrale.

On a bien fait d'empêcher Frédéric de reprendre Robert Macaire. Cela a veillé, et puis il est navrant de voir un vétérans de l'art se vautrer dans des insanités d'un goût exécrable.

Ce n'est pas pour rien qu'on appelle Frédéric le « vieux lion ». On sait que cet artiste, après les plus belles études de tragédie et de poésie, grand, beau, bien fait, intelligent et parfaitement dressé des bras et des jambes, débute aux Variétés amusantes, ce théâtre qui depuis fut le Petit-Lazari, dans *Pyrame et Thisbé*. Il faisait le lion et marchait à quatre pattes.

Il avait étudié trois ans le roi des rois et il déboutait par le roi des animaux. Dans ses jours de bonne humeur il ne trouvait pas que c'était beaucoup de choir.

CHRYSLER.

## ASSEMBLÉE NATIONALE

Séance du 8 mars.

PRÉSIDENCE DE M. MARTIN.

Suite de la discussion du projet de loi relatif à l'Internationale.

M. Hérault se range moralement et politiquement du côté des adversaires de la société des travailleurs de l'Internationale, et il ne reconnaît pas à cette association le droit de faire la guerre à la civilisation. Il veut la répression des ravages qu'elle a produits et des dommages qu'elle fait encore; néanmoins il demande le rejet du projet de loi, à cause de son caractère spécial et parce que, même avec ce caractère, il n'est ni conforme à la législation existante, ni au droit pénal français, ni même au droit pénal européen.

En effet, au lieu de se préoccuper de l'avenir, il s'adresse à une époque qui est trop connue, et il vise le passé. Ce n'est pas une loi, c'est une condamnation! (Vifs bruits à gauche.)

Si j'étais juré, dit l'orateur, je condamnerais l'Internationale; mais, comme législateur, j'hésite, parce qu'aujourd'hui elle n'a pas été entendue. (Exclamations à gauche.) Elle n'a pas trouvé dans le sein de cette Chambre le consensus officiel. Avant de se prononcer, la Chambre aurait dû se livrer à une grande enquête parlementaire.

C'est quelle raison pour repousser cette loi, c'est celle qu'elle applique non-seulement à la société dite « Association générale des travailleurs », mais encore à toutes les associations qui peuvent lui ressembler et avoir le même but. Devant cette considération, est-ce que nous ne sommes pas, nous, non pas un peu effrayés? (Non! pas de bruit.) Pourtant ne sera-t-il pas possible qu'une association tendant vers le même but se souvienne de cette loi d'exception, un jugement déclare que cette affiliation est criminelle!

Si le projet désignait uniquement l'Internationale, cela se comprendrait encore, car l'Assemblée a le droit de supprimer une société individuelle. Mais, du moment que les dispositions s'établissent vis-à-vis d'autres associations de l'avenir, je ne puis m'y associer. C'est, du reste, dans ce sens que la législation anglaise a été établie en ce qui concerne les sociétés secrètes.

Supposons cependant qu'il soit licite de faire une loi spéciale, encore faut-il la faire bonne. Or, le projet de loi en question ne vise rien autre chose que ce qui est indiqué dans le projet de loi général sur les associations que la Chambre aura à discuter prochainement.

Ainsi la prévoyance aux graves, l'abolition du droit de propriété, l'atteinte au libre exercice des cultes et aux droits de la famille sont prévues dans la loi générale sur les associations, et réprimées d'une manière plus expresse et plus nette que dans le projet de loi spécial.

Quant à l'abolition des pénalités, le projet de discussion est inintelligible, car il ne réprime que la répression établie par la loi spéciale, et il arrive ceci que l'on serait moins puni pour avoir fait partie de l'Internationale que pour s'être affilié à une association nationale qui n'aurait pas rempli les prescriptions de la loi.

Chose étrange enfin, le projet sur l'Internationale n'atteint que les Français, tandis que les étrangers ont la liberté d'organiser un noyau de ces associations sans pouvoir être poursuivis. Cela résulte de l'art. 2, qui est ainsi conçu :

« Tout Français qui, après la promulgation de la présente loi, s'affiliera ou restera affilié à l'Association internationale des travailleurs ou à toute autre association professant les mêmes doctrines ou ayant le même but, sera puni d'une emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 50 à 1,000 fr. Il sera en outre privé de tous droits civiques, civils et de famille, énumérés en l'art. 43 du Code pénal. »

L'orateur émet ensuite quelques réflexions sur l'art. 43 du Code pénal. Il remarque que l'art. 3 du projet de loi a été introduit à la dernière séance, et qu'il a été adopté sans discussion. Il pense que l'Assemblée nationale a le droit de se prononcer sur ce point, et qu'elle ne peut le faire que par une loi spéciale.

Le projet de loi spécial présente encore des défauts : il prononce la peine de l'interdiction des droits civils que vise l'art. 43 du Code pénal; mais il dénature cette peine, en ce sens qu'il lui enlève son caractère temporaire pour en faire une peine perpétuelle. D'un autre côté, il crée une pénalité exceptionnelle par la privation de la qualité de Français.

Et cette pénalité irrévocable, qui ne contribuera pas à l'amendement du condamné, les tribunaux correctionnels seront appelés à la prononcer! Est-ce bien possible? De toutes les peines, c'est la plus infamante qu'un Français puisse encourir. Le meurtrier, l'incendiaire, le faussaire, subissent des peines infamantes quelquefois perpétuelles, mais on ne leur fait pas perdre leur qualité de Français!

C'est contre cette énormité juridique que M. Bérauld s'élève, et il termine en demandant lecture d'un contre-projet qui, dans son opinion, est exempt des vices qu'on peut reprocher au projet, et qui a de plus l'avantage d'être en rapport avec le projet de loi général qui sera bientôt soumis à la Chambre.

M. Fresneau commence à discuter l'amendement de M. Bérauld, mais il se sent indisposé, et il est obligé d'abandonner la tribune.

M. le comte Jaubert ne suivra pas M. Bérauld dans l'appréciation qu'il a faite du projet de loi présenté au point de vue juridique; la tâche sera remplie par de meilleurs juristes que moi; M. Dufaure s'en chargera. (Rires à droite.) Quant au côté politique de la question, il ressort de la circulaire même qui a été adressée, en 1871, par le ministre des affaires étrangères, à tous les agents diplomatiques français à l'étranger. S'il est incontestable que l'Internationale a été créée par une institution primitive, ce sont ses fondateurs qui, à tort ou à raison, en sont responsables.

Aux de plaidier les circonstances atténuantes, si cela leur convient, en précisant le moment où ils se sont séparés de leurs adhérents. Ils sont ainsi amenés à dire, et ils peuvent demander aux assistants, pardon à Dieu et aux hommes (Bravos à droite), que ce n'est pas eux qui ont fait la loi, mais qu'ils ont fait la loi.

L'empire a aussi une large part de responsabilité dans les événements qui se sont succédés. On se rappelle ses fautes et ses succès à la loi des coalitions, qui a été soutenue au Corps législatif par un orateur aussi grand que la veille de sa démission politique. (Rires généraux.)

M. le comte Jaubert s'applaudit d'avoir entendu de la bouche même de M. Tolain, les doctrines de l'Internationale; mais il n'a pu nier la participation de cette Société aux graves événements de l'Internationale. Il est temps de faire acte d'énergie contre de tels agissements.

Il semble que ces messieurs de l'Internationale aient inventé l'amour de l'humanité et de la justice, cependant le christianisme l'a pratiqué avant eux. (Bravos à droite.)

L'orateur affirme qu'en ce moment l'Internationale poursuit son œuvre perverse dans nos campagnes... A l'heure qu'il est, dit-il, quelques-uns de leurs fidèles comparaisaient devant le tribunal de Saint-Amand pour insultes envers des soldats.

Les députés du Cher se sont émus et ils appellent à leur aide, en présence d'un tel scandale un de leurs collègues du conseil général de ce département, M. H. Brisson. (Bravos applaudissements à droite.)

Enfin l'orateur espère que la parole puissante de M. Jules Favre sera entendue lors de la discussion des amendements qui pourraient tendre à élargir la loi qui est en ce moment discutée. (Nouveaux rires.)

L'acte d'accusation est soumis à la Chambre; l'arrêt est proche et l'Internationale ne s'en relèvera pas. (Très bien! sur les bancs de la droite.)

M. Henri Martin croit que, malgré les longs débats qui ont eu lieu, la Chambre ne possède pas encore tous les éléments du grand procès qu'elle juge à cette heure. Les orateurs qui ont défendu les idées socialistes en condamnant tout acte criminel ont insisté sur l'esprit pacifique des théories économiques.

Leurs adversaires, au contraire, se sont étendus sur les décisions sinistres des derniers congrès de l'Internationale, et ils ont montré le Russe Bakounine prêchant en Occident le communisme de la loi des barbares au moment même où il défendait les idées socialistes en condamnant tout acte criminel ou insistant sur l'esprit pacifique des théories économiques.

Nous avons été, dit l'honorable membre, témoin d'événements sans exemple dans l'histoire; nous avons vu une prétendue démocratie renverser un monument de la gloire française, aux applaudissements de l'armée ennemie, qui, de sa colline, comme des gradins d'un cirque, contemplait avec une joie cruelle ce spectacle de déshonneur et de déshonneur. (Vive approbation.) Nous l'avons vu brûler le palais du peuple, l'hôtel de ville, c'est-à-dire détruire ces deux grands symboles de la France populaire et militaire.

L'opinion publique fait porter aujourd'hui à l'Internationale la plus grande part de responsabilité dans ces attentats sans nom. Il y a là peut-être quelque exagération.

Quoi qu'il en soit, cette société, à son origine, manifestait les sentiments les plus sympathiques à l'égard de cette nation à laquelle on l'accuse d'avoir porté le plus grand coup.

Cela résulte de plusieurs passages tirés des rapports de la commission d'enquête sur les événements de 18 mars, passages dont M. Henri Martin donne lecture, et qui ont trait aux espérances que la fondation de l'Internationale lui avait personnellement inspirées. C'est, dit-il, un nouveau témoignage de la vanité et des espérances humaines.

Tout en s'intéressant profondément aux idées d'amélioration en faveur des classes ouvrières, le projet de loi ne vise que la répression d'un acte de violence, et il ne vise que la répression d'un acte de violence, et il ne vise que la répression d'un acte de violence.

Quant à la répression des délits, le projet de discussion est inintelligible, car il ne réprime que la répression établie par la loi spéciale, et il arrive ceci que l'on serait moins puni pour avoir fait partie de l'Internationale que pour s'être affilié à une association nationale qui n'aurait pas rempli les prescriptions de la loi.

Chose étrange enfin, le projet sur l'Internationale n'atteint que les Français, tandis que les étrangers ont la liberté d'organiser un noyau de ces associations sans pouvoir être poursuivis. Cela résulte de l'art. 2, qui est ainsi conçu :

« Tout Français qui, après la promulgation de la présente loi, s'affiliera ou restera affilié à l'Association internationale des travailleurs ou à toute autre association professant les mêmes doctrines ou ayant le même but, sera puni d'une emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 50 à 1,000 fr. Il sera en outre privé de tous droits civiques, civils et de famille, énumérés en l'art. 43 du Code pénal. »

ont fait dévier l'Internationale de son but primitif. Le danger est devant nous, il a besoin d'être combattu. Toutefois la loi, sous sa forme actuelle, ne paraît pas devoir remplir ce but; aussi, s'insinuant devant la décision de l'Assemblée, qui s'est prononcée en faveur d'une loi spéciale, l'honorable membre annonce qu'il et plusieurs de ses collègues proposent un amendement qui lui espère que la Chambre approuvera. (Très bien!)

Voix nombreuses : La clôture! M. le président met aux voix la clôture de la discussion générale. Elle est prononcée.

M. Saneze, rapporteur, fait observer que deux contre-projets ont été communiqués à la commission par leurs auteurs, MM. Albert Grévy, Bérauld et plusieurs de leurs collègues, au début de la séance, et que celle-ci n'a pas eu le temps de les examiner.

Il demande en conséquence que la discussion soit renvoyée à lundi. (Vives protestations à droite.)

Voix nombreuses : Le renvoi est de droit. M. Jules Favre ne veut faire qu'une simple observation sur la position de la question.

Il est possible de continuer la discussion par l'examen de l'article 1<sup>er</sup> du projet de la commission. Si cet article était adopté, et si, dans une prochaine séance, la commission, se rendant aux observations si justes et si fondées de M. Bérauld, présentait des conclusions favorables à son contre-projet, on se trouverait dans une situation qui ne serait conforme ni au règlement ni à la logique. (Approbation.)

L'Assemblée décide que la continuation de la discussion est ajournée jusqu'à l'examen par la commission des deux contre-projets.

L'ordre du jour appelle la discussion sur la prise en considération de la proposition de M. Jean Brunet pour que la France se voue au Caucase.

Après avoir entendu les développements présentés par M. Brunet, l'Assemblée prononce le rejet de la proposition.

La séance est levée.

## ECHOS DE PARTOUT

Ce soir : A l'hôtel du Louvre, bal des fleuristes et plumassiers; A Valentino, bal des gens de maison.

Une vente intéressante de livres précieux a eu lieu hier à l'appartement de M. Charles Crapet, fils du célèbre imprimeur de ce nom.

Les livres les plus rares étaient reliés par les plus habiles relieurs : Trautz-Bauzonnet, Capé, Duru. Capé surtout avait fait des merveilles pour son ami M. Crapet.

Un beau livre d'heures d'Antoine Vernet 1788, in-4°, a été adjugé 1,650 fr., prix assurément élevé, car la reliure de Capé en maroquin moutarde vaut à elle seule 1,000 fr.

Les Œuvres de feu maître Alain Chartier, Galliot du Pré, 1529, lettres rondes, 700 fr.

Marguerite de la Marguerite des princesses, Lyon, Jean de Tournes, 1547; deux vol. in-8° richement reliés par Capé, 805 fr.

Joachim du Bellay, Paris, 1568, in-8°; admirable reliure de Capé, 380 fr.

Les Œuvres poétiques de l'abbé de La Harpe, jurisconsulte; Paris, Guillaumin Chaudière, 1879, in-8°; superbe reliure de Capé, 800 fr.

Les diverses poésies du sieur de la Presnaye Vauguelin; Caen 1612, in-8°; très belle reliure de Capé, 1,500 fr.

Cet ouvrage est de toute rareté. L'exemplaire de M. Sainte-Beuve avait été vendu plus de 3,000 fr., et un autre exemplaire 3,500 fr. à la vente du libraire Potier en 1870.

Un médecin qui n'aime pas à se dérangier est le docteur B... demeurant dans le voisinage de la rue Rivoli.

Hier, après le crime mentionné plus haut, un voisin de la victime, M. P..., étant allé le chercher en toute hâte :

— Je ne puis me déranger, s'écria le docteur B... c'est l'heure de ma consultation! Et pendant ce temps Collin agonisait.

Notre ami Albert Delpit a fait à Gray, samedi dernier, la conférence que nous avions annoncée au bénéfice de la souscription pour la libération du territoire.

Le sujet choisi par M. Albert Delpit était la régénération nécessaire de la France que l'orateur a énergiquement appelée sa libération morale.

Nous regrettons que le manque de place nous empêche de citer quelques passages de cette conférence, dans laquelle l'orateur a été, à plusieurs reprises, interrompu par les applaudissements de l'auditoire.

L'auteur du *Drame de Gondo*, joué à l'Ambigu, était, il y a quelques années, acteur au théâtre de Montparnasse.

Une nuit, après avoir joué *Keen*, il rentra avec sa femme, li couchèrent dans la même chambre, mais dans deux lits. Les bougies étaient soufflées, la femme dormait et le mari s'endormait, quand il entendit sous son lit le froissement d'une allumette, et tout à coup il vit dans une lueur une tête qui apparaissait.

Il la saisit aux cheveux, l'allumette s'éteignit; il tira de dessous le lit la tête et l'homme, et engagea une lutte qui révéla la femme d'abord, puis les voisins.

L'homme, se sentant perdu, voulut échapper à tout prix, et rappa le malheureux coadjuteur de vingt-et-un coups de couteau. Le blessé, tout ruisselant de sang, ne le lâcha pas avant l'arrivée des voisins, qui le livrèrent à la justice.

Cet homme, acteur au même théâtre, était devenu amoureux fou de la femme de son camarade. Il avait profité du moment où le mari était en scène pour aller dans sa loge prendre la clef de la chambre à coucher, et il était allé se blottir sous le lit jusqu'à ce que le mari dormit assez pour ne pas l'entendre. Il fut condamné à quatre ans de prison.

M. Dohem doit chanter ce soir à l'Aleazar une parodie de *Ray Blas*, dont il a fait la musique; les paroles sont de M. Arthur Jaine. Voici le dernier couplet de cette chanson, qui est des plus gais :

Vra la morale de ce grand drame : N'as binner à tort, à travers; Un reine, même quand elle est femme, N'aim' pas un homme qui met l'couvert. O grand poète je te prie! De nous avoir fait constater Que toujours les marches du trône Sont loin d'être des frottoirs!

Un premier H. Vignault, dans le *Bien public* de ce jour :

« ... Le suffrage universel, à de terribles imprévus. Le mieux est de le consulter; nous en indiquons la motion : le renouvellement partiel, une consultation simple, moins que cela, un conseil qu'on demande; pas de vacances dans le pouvoir; l'exécutif assisté des deux tiers restants de l'Assemblée, etc. »

DON SPAYTENO.

ASSOCIATION POLYTECHNIQUE. — Demain dimanche 10 mars, à deux heures précises, dans la grande salle de l'ancienne mairie, grande rue de la Chapelle, derrière la gare du Nord, conférence publique et gratuite de M. Passy, sur les rapports de la Morale avec l'Economie politique.

Comptant 10 0/0 d'escompte. C<sup>es</sup> CAVES GÉNÉRALES. (Voir Annonces.)

## BIBLIOGRAPHIE

Le Tour du monde, nouveau journal des voyages. — Sommaire de la 533<sup>e</sup> livraison (9 mars 1872). — Texte : Voyage dans les vallées de Quinquinas (Bas-Pérou), par M. Paul Marcey. 1848. Texte et dessins inédits. — Cinq dessins de A. Fagnat, D. Lancelot et Emile Bayard. Bureaux : à la Librairie Hachette et C<sup>ie</sup>, boulevard Saint-Germain, 79, à Paris.

Un de nos anciens collaborateurs, M. Métré, vient de publier une intéressante brochure sur la Nouvelle-Calédonie en 1872, dont voici le sommaire :

Notions préliminaires. — La loi du déplacement. — Parallèle avec la France. — Sécurité de la navigation. — Notions sur la colonie. — Nature des terres. — Hygiène et météorologie. — Population. — Villes et villages. — Communications postales et commerciales. — Population transportée. — Ce que valent les terres à sucre. — Usines à sucre. — Administration de la justice. — L'agriculture. — Cultes. — Mines d'or. — Prix courant des vins. — Voies et moyens d'établissement. — Argent nécessaire pour s'établir en Calédonie. — Produits d'après l'expérience. En vente chez tous les libraires.

## LES THÉÂTRES

Ce soir, samedi, réouverture des Italiens. *La Traviata*, avec M<sup>lle</sup> Ramirez et MM. Gardoni et Vergé comme interprètes.

La répétition générale de *Paris chez lui* en 1869, de M. Gondinet, a lieu aujourd'hui même au théâtre du Gymnase. La direction espère pouvoir donner la première représentation de cet ouvrage lundi ou mardi de la semaine prochaine.

Chollet, l'ancien ténor de l'Opéra-Comique, dont les créations dans le *Postillon de Longjumeau*, *Fra-Diavolo*, *L'Éclair*, etc., etc., ont laissé des souvenirs si vivaces chez les anciens habitués de Feydeau, va prochainement donner une représentation à son bénéfice à l'Opéra-Comique.

La plupart des grands artistes de Paris lui ont promis leur concours; on pourra donc entendre, dans la même soirée, M<sup>lle</sup> Moland, Carvalho, Viardot, les principaux sociétaires de la Comédie-Française, Dressant, etc., etc.

La première représentation de *Daniel Manin* est définitivement fixée au vendredi 15 mars.

C'est seulement hier soir que l'affaire du Vaudeville a été conclue.

M. Carvalho prendra la direction du théâtre de la Chaussée-d'Antin à partir du 1<sup>er</sup> avril prochain.

Nous mettrons prochainement nos lecteurs au courant des projets de M. Carvalho.

La *Princesse Georges* vient d'être représentée au Casino.

Comme à Paris, la comédie d'Alexandre Dumas fils a obtenu, dans la capitale de l'Égypte, un très grand succès.

Voici le programme du concert populaire qui sera donné demain dimanche, au Cirque d'hiver, sous la direction de M. Padeloup :

Symphonie en 3 (Beethoven). Scène d'*Alceste* (Gluck), par M<sup>lle</sup> Viardot et M. Dieu.

Concerto pour piano et orchestre (1<sup>er</sup> violon). (M. de Castillon). Exécuté par M. Saint-Saëns. Air d'*Orphée* (Gluck), par M<sup>lle</sup> Viardot. Ouverture de *Sémiramis* (Rossini).

M. E. Plouvier vient de faire recevoir, au Gymnase, la *Dragonne*, comédie en deux tableaux, à deux personnages.

C'est demain, dimanche, le 16<sup>e</sup> et dernier festival donné au théâtre du Château. On y entendra M<sup>lle</sup> Laure Bastin-Blouet.

jeune violoniste de talent, qui exécutera la romance en fa, de Beethoven.

M. Henry Litoff dirigera sa symphonie dramatique : le *Chant des Belges*.

Vienne aura cette semaine la première d'une opérette, la *Flanette*, que M. Offenbach vient de composer, durant son séjour en cette ville, pour M<sup>lle</sup> Milla Roder.

L'auteur du livret est M. Ascher, le directeur du Karl-Theater, où la pièce va être représentée.

Nous apprenons avec plaisir que M. Monjaux poursuit le cours de ses triomphes à Bordeaux. Le *Prophète* fait toujours salle comble. Chaque soir, nous écrivons, on refuse cinq à six cents personnes.

Lorsque le succès du *Prophète* sera épuisé, M. Monjaux jouera *Rigoletto* et l'*Ombre*. Après être allé donner des représentations à Marseille, M. Monjaux reviendra à Paris, où cette fois-ci nous espérons bien qu'on saura le retenir.

On annonce que le ministre des beaux-arts est décidé à refuser à la commission des auteurs l'augmentation de subvention qu'elle réclame pour l'Opéra.

M. Halanzier fait probablement ses malles, pour aller rejoindre son ancien caissier M. Arillon, à Bruxelles, où il se prépare sans doute à jouer le même jeu qu'à Paris, j'en doute, mais il a assez bien réussi dans les différentes villes où il a opéré, avec la permission des autorités qui voulaient bien l'honorer de leur confiance.

JENNINS.

## GRANDS MAGASINS

## LOUVRE

LUNDI PROCHAIN 11 MARS

OUVERTURE

DE L'EXPOSITION GÉNÉRALE

NOUVEAUTÉS DE PRINTEMPS

MISE EN VENTE

Des deux magnifiques étoffes de soie garanties à l'usage, dont nous avons la propriété exclusive.

LE DRAP CYCLOPE

C.-J. BONNET

PARIS-LOUVRE

TRANSFORMÉ

Nous publierons demain à la 4<sup>e</sup> page la seconde Nomenclature des opérations qui figurent à l'Exposition générale.

Le Catalogue des Nouveautés de printemps, mises en vente, qui ne donne qu'un résumé des articles les plus en faveur cette saison et les plus marquants comme extrême bon marché, contient 54 pages de texte. Nous le tenons à la disposition des personnes qui ne l'auraient pas reçu.

SOCIÉTÉ DU CABLE TRANSATLANTIQUE FRANÇAIS (LIMITÉE) 52, RUE BASSE-DU-REMPART

AVIS AUX PROPRIÉTAIRES DE TITRES AU PORTEUR Paris, 7 mars 1872.

Les propriétaires de titres au porteur sont informés que, par suite des résolutions adoptées en assemblée générale des actionnaires, le 6 mars courant, le capital social est augmenté de 10 millions de francs au moyen de l'émission de 20,000 nouvelles actions de 500 fr. chacune.

Les propriétaires d'actions au porteur ont le droit de souscrire au pair un nombre d'actions nouvelles au prorata des titres au porteur qu'ils possèdent.

Des formules de souscription seront délivrées aux bureaux de la Société, 52, rue Basse-du-Rempart, sur la présentation des titres au porteur. Les souscriptions doivent être faites avant le 15 courant; passé ce délai, elles seront considérées comme nulles.

PAR ORDRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION Le secrétaire, E. COLLIGNON.

AU BON MARCHÉ Rue du Bac, 135 et 137 Rue de Sévres, 20, 22 et 24, et rue Velpeux

TRES PROCHAINEMENT OUVERTURE

des superbes Agrandissements qui vont plus que doubler l'importance des Magasins actuels du BON MARCHÉ.

Cette Ouverture aura un attrait tout exceptionnel.

L'installation est magnifique; aucune organisation aussi complète n'a encore été créée.

Les Assortiments, Soldes et Occasions, préparés pour l'Exposition de cette Ouverture, sont considérables et offriront des avantages marqués.

NOTA. — Des Lundi prochains 11 Mars, nous mettrons en vente plusieurs Affaires très importantes en SOIERIES NOIRES (dont la Maison du BON MARCHÉ garantit l'usage) offrant un avantage de 4 à 5 fr. par mètre.

L'Epoque très prochaine de l'Ouverture sera annoncée dans tous les Journaux.

A cette époque de l'année où les changements brusques de température occasionnent de nombreux accidents plus ou moins graves, il est bon de rappeler que le goudron de Cayrol se vend avec avantage et avec économie bien des fois et bien des poisons dans le cas de rhumes, bronchites, catarrhes, irritations de poitrine, maux de gorge. Il suffit d'en verser environ la valeur d'une cuillerée à café dans une tasse d'eau pour obtenir à l'instant une eau de goudron limpide et d'un goût agréable, et d'un prix minime. A ce point qu'un lacon, qui ne coûte que 2 fr., suffit à préparer une douzaine de litres d'eau de goudron.

ULMER fr<sup>es</sup>, tailleurs, par suite de l'Annexion, ont transféré leur établissement, de Strasbourg à Paris, 71, r. Nve-St-Augustin, pr. du boulevard.



# AU PETIT SAINT-THOMAS

## EXPOSITION GÉNÉRALE

LUNDI 11, MARDI 12, MERCREDI 13 MARS

### TOUTES LES NOUVEAUTÉS DE PRINTEMPS

La maison du PETIT SAINT-THOMAS, ayant établi depuis quelques mois de nombreux représentants dans les départements, a vu l'importance de ses affaires s'accroître dans de telles proportions qu'elle a été amenée à tripler ses assortiments ordinaires. Elle va donc inaugurer la Saison de Printemps avec un choix immense et sans aucun précédent de tous les genres de Tissus, et toutes ces Marchandises ayant été commissionnées avant la hausse qui s'est manifestée depuis quelque temps, présenteront sur les cours actuels une énorme différence de prix.

Une longue nomenclature de tous les articles qui seront mis en vente serait inutile, puisqu'il est indispensable de voir les marchandises pour se rendre compte des avantages qu'elles présentent. — Le Catalogue en sera remis dans les Magasins à toute personne qui ne l'aurait pas reçu à domicile.

Nous signalons particulièrement plusieurs affaires en Soieries noires, remarquables de qualité et de bon marché.

## MISE EN VENTE

Des OPÉRATIONS CONSIDÉRABLES traitées pour la Saison, en SOIERIES, ÉTOFFES de FANTAISIE, LAINAGES, INDIENNES et TISSUS de COTON IMPRIMÉS pour ROBES, DRAPERIE, TOILES, LINGERIE, DENTELLES, CONFECTIONS et COSTUMES, JUPONS, CHALES, BONNETERIE, GANTERIE, ÉTOFFES pour AMEUBLEMENTS, etc.

ENVOI FRANCO, AU-DESSUS DE 25 FRANCS DANS TOUTE LA FRANCE, LA SUISSE, LA BELGIQUE, LA HOLLANDE ET LONDRES

#### SOMMAIRE

du dernier numéro de la Semaine financière :  
La situation. — Les bilans des Banques de France et d'Angleterre. — La Bourse de Paris. — La liquidation du 2 mars. — Le Clearing House. — Les recettes des chemins de fer. — Le chemin de Grande Océan. — Les chemins de fer français, dividendes des probables de 1871. — Les chemins romains. — Les chemins portugais. — Chemin du Nord-Ouest de l'Espagne. — Sous-Comité du commerce et de l'industrie. — Vues de Rome. — Budget de la Russie. — Commerce de l'Italie. — Faillite du journal l'Espérance. — Crédit foncier. — Crédit agricole. — Bilan de la Société de Dépôts et de Comptes courants. — Tirages : Bonanzas, Chemin de la Turquie d'Europe, Département de la Seine, emprunt 1866, Ville de Barcelone, Ville de Naples, 1868, Ville de Lille, 1860. — Avis aux actionnaires. — Annonces. — Cours de valeurs industrielles, actions et obligations.

BUREAUX : 13, RUE LAFAYETTE  
Paris, le 10 mars, 6 mois, 5 fr.  
Département : 1 an, 12 fr.; 6 mois, 7 fr.

#### VENTES IMMOBILIÈRES A L'ENCHÈRE

**ÉTUDE** de M<sup>re</sup> Jules BOURSE, avoué près le Tribunal civil de première instance de la Seine, à Paris, rue des Vosges, 18, successeur de M<sup>re</sup> Pignatelli.  
**VENTE** au Palais de Justice, à Paris, le samedi 23 mars 1872, à deux heures de relevée, en cinq lots :  
1<sup>er</sup> D'UN TERRAIN AVEC MAGASIN sis au Havre (Seine-Inférieure), rue des Prés, 39. Mise à prix : 8.000 fr.  
2<sup>o</sup> D'UNE USINE sise au Havre, rue des Brûlières, 25. Mise à prix : 175.000 fr.  
3<sup>o</sup> D'UN TERRAIN avec constructions, sis au Havre, rue des Brûlières, 25. Mise à prix : 10.000 fr.  
4<sup>o</sup> D'UNE MAISON AVEC FONDERIE rue de Bercy-Saint-Antoine, 251, à Paris. Mise à prix : 100.000 fr.  
5<sup>o</sup> D'UNE MAISON DE CAMPAGNE sise à Neuilly-sur-Seine, parc de Neuilly, boulevard de la Saussaye, 9. Mise à prix : 70.000 fr.  
S'adresser pour les renseignements : Audit M<sup>re</sup> Jules Bourse et à M<sup>re</sup> Pignatelli, avoués à Paris; à M<sup>re</sup> Bertrand, notaire à Paris, et à M<sup>re</sup> Marcel, notaire au Havre.

**ÉTUDE** de M<sup>re</sup> LESAGE, avoué à Paris, rue Sainte-Anne, 22.  
**VENTE** au Palais de Justice, à Paris, le samedi 23 mars 1872, à deux heures, d'une MAISON sise à SAINT-DENIS (Seine). Revenu par bail principal, net d'impôts, 1.700 fr. Mise à prix : 15.000 fr.  
S'adresser, pour les renseignements, à M<sup>re</sup> Lesage et Pignon, avoués, et à M<sup>re</sup> Bernard, notaire à Saint-Denis.

**ÉTUDE** de M<sup>re</sup> DELAPORTE, avoué à Paris, rue de la Harpe, 11.  
**VENTE** au Palais de Justice, à Paris, le samedi 23 mars 1872, à deux heures, d'une MAISON PARIS, RUE JOUBERT, 6. Mise à prix : 300.000 fr.  
S'adresser à M<sup>re</sup> Delaporte et Chauvin, avoués, et à M<sup>re</sup> Moreau, S. du Boy et Ch. Morel d'Arieux, notaires.

**ÉTUDE** de M<sup>re</sup> Jules BOURSE, avoué près le Tribunal civil de première instance de la Seine, à Paris, rue des Vosges, 18, successeur de M<sup>re</sup> Pignatelli.  
**VENTE** au Palais de Justice, à Paris, le samedi 23 mars 1872, à deux heures de relevée, en cinq lots :  
1<sup>er</sup> D'UN TERRAIN AVEC MAGASIN sis au Havre (Seine-Inférieure), rue des Prés, 39. Mise à prix : 8.000 fr.  
2<sup>o</sup> D'UNE USINE sise au Havre, rue des Brûlières, 25. Mise à prix : 175.000 fr.  
3<sup>o</sup> D'UN TERRAIN avec constructions, sis au Havre, rue des Brûlières, 25. Mise à prix : 10.000 fr.  
4<sup>o</sup> D'UNE MAISON AVEC FONDERIE rue de Bercy-Saint-Antoine, 251, à Paris. Mise à prix : 100.000 fr.  
5<sup>o</sup> D'UNE MAISON DE CAMPAGNE sise à Neuilly-sur-Seine, parc de Neuilly, boulevard de la Saussaye, 9. Mise à prix : 70.000 fr.  
S'adresser pour les renseignements : Audit M<sup>re</sup> Jules Bourse et à M<sup>re</sup> Pignatelli, avoués à Paris; à M<sup>re</sup> Bertrand, notaire à Paris, et à M<sup>re</sup> Marcel, notaire au Havre.

**ÉTUDE** de M<sup>re</sup> LEBROUQU, avoué à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, 66, successeur de M<sup>re</sup> Guédon.  
**VENTE** au Palais de Justice, à Paris, le samedi 23 mars 1872, à deux heures, d'une MAISON AVEC TERRAIN sise à Paris-Batignolles, rue du Port-Saint-Ouen, n° 10. Contenance : 227 mètres environ. Mise à prix : 15.000 fr.  
S'adresser : 1<sup>o</sup> audit M<sup>re</sup> LEBROUQU; 2<sup>o</sup> à M<sup>re</sup> Pignatelli, avoué à Paris, rue de la Monnaie, 11; 3<sup>o</sup> à M<sup>re</sup> Langéron, avoué à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, 58; 4<sup>o</sup> à M<sup>re</sup> Le Brun, avoué à Paris, rue du 22-Juillet, 3.  
**A ADJUGER**, même sur une enchère, en la chambre des notaires de Paris, le mardi 19 mars 1872, rue Saint-Antoine, n° 196 et 198. Rev. brut, 15.472 fr. M. à p. 140.000 fr. Richard-Lenoir, 12.  
**MAISON PROPRIÉTÉ** au Pré-Saint-Gervais, Platrière, 33, et r. Delatour, 9,000 m. environ. Mise à prix : 50.000 fr.  
**MAISON** aux Agneux, près Pont-St-Maxence (Oise), avec Jardins et Pré. Conten. 5.100 m. environ. Mise à prix : 12.000 fr. S'ad. à M<sup>re</sup> LAVERNE, not., rue Le Pelletier, 29.

**VENTES IMMOBILIÈRES A L'AMIABLE**  
**A VENDRE TERRAIN** au centre de PARIS 51<sup>o</sup> de grand boulevard et de place; 3 façades, situation exceptionnelle pour le comm. Gr. Fac. de payem. S'ad. à M<sup>re</sup> MANTOIS, r. Richelieu, 92.  
**VENTE A L'ENCHÈRE D'OBJETS D'ART ET MOBILIER**  
**TABLEAUX** anciens, aquarelles et terres cuites de M<sup>re</sup> veuve R... Vente hôtel Drouot, salle n° 3. Le lundi 18 mars 1872, à deux heures.  
M<sup>re</sup> ALEXANDRE, commissaire-priseur, rue de Turénne, 130. — M<sup>re</sup> Haro, peintre expert, rue Visconti, 14, chez lesquels se trouve le catalogue. Exposition : particulière, le samedi 16 mars; publique, le dimanche 17 mars de 2 heures à 5 h.

**VENTE** en l'hôtel, rue Rosini, salle 11, le lundi 11 mars 1872, à 2 heures.  
M<sup>re</sup> Henri LECHAT, commissaire-priseur, rue Bandin, 6, square Montholon.  
BONS MEUBLES, très beau TOUR, outils, bronzes, objets de curiosité, armes, etc., etc.  
LITERIE, linge, bonne garde-robe d'homme, uniforme militaire; belle lingerie de femme, dentelles.  
**VENTE** aux enchères publiques, rue des Noyers, 25, le lundi 11 mars 1872, à midi, consistant en un important matériel de rechange et d'outils, fourneaux à dorer, presse à dorer, fers à dorer, caniers et agencement. Au comptant, 5 0/0 en sus.  
M<sup>re</sup> Léon BEZOUT, commissaire-priseur, à Paris, avenue Victoria, 7.

**AVIS AUX ACTIONNAIRES**  
**CAISSE** des Emprunts de ville et d'Etat, 100, rue de Richelieu, Paris. Opérations de Bourse et de Banque. Avances sur titres au taux de la Banque de France. Directeur, MOREL frères et C<sup>o</sup>.

**LIBRAIRIE ET PUBLICATIONS DIVERSES**  
**GOUTTE ET RHUMATISMES** guéris par les PILULES DE LANTIQUE (30 ans de succès). Voir le MANUEL DES GOUTTEUX, délivré gratuitement chez Dentu, gal. d'Orléans (Pal. Royal) ou adressé par contre l'envoi d'un 1<sup>o</sup> poste de 25 c.  
**HERNIE** (Guérison méth. P. Simon, not. F. S'ad. à M<sup>re</sup> Mignat-Simon, aux Herbiers (Vend.).  
**LE MONITEUR-FONDS PUBLICS** ET DES VALEURS INDUSTRIELLES (A. Allard). Hebdom. 16 pages de texte; 12 fr. par an; 5 n<sup>o</sup> gratis sur demande au directeur, 8, rue N<sup>o</sup>-St-Augustin.

**ACHATS ET VENTES DE FONDS DE COMMERCE**  
**CAS** forcé. A céder imprimerie lithographique, 6 presses, à 30.000 fr., pr., 6.000 fr. Facile de payement, occasion extr. Bernier, rue Turbigo, 4.  
**Occasion except.** (départ forcé). Bains; loy. 2.500 fr. 15 r. Aff. 16.000. P. 22.000. Lieber, r. 4 Sept, 8.

**Grand et mag. de BAINS** à céder (mar. riche). Bail établissement, 20 ans, 66 baig. Aff. 36.000 francs net par an. — 22.000 fr. Prix 120.000 fr. Facilités M. Lahayes, boulevard Sébastopol, 103.

**INDUSTRIE ET COMMERCE**  
**EMBALEMENT DES CORPS** système breveté s. g. d. g. Conservation éternelle des traits et des formes sans opération chirurgicale ni mutilation. Prix accessible à toutes les familles.  
**D. C. BAYLE** chimiste, 114 rue Caumartin, 11. Renseignements gratuits de 3 à 11 h. et de 2 à 4 h., ou par correspondance. Broch. 1<sup>o</sup> contre 25 c. — postes.

**TABLE ET PROVISIONS DE BOUCHE**  
Comptant 10 0/0 d'escompte  
VINS : 45 c. la Bouteille, 60 c. le Litre.  
**COMPAGNIE DES CAVES GÉNÉRALES**  
111, r. de Bercy; 93, boul. Voltaire; 26, rue de Grammont; 7, r. Médicis; 38, r. de Rambuteau.

**BIÈRE FANTA**  
EN BOUTEILLE  
DEPOT 30, rue de la TERRASSE, 17<sup>e</sup> arrondissement.  
LOCATIONS

**A LOUER** ou **VENDRE** grand hôtel, jardi-  
n, rue Pergolèse, 38. — Location, 14.000 fr.

**AVIS DIVERS**

**DEMANDE** un Commanditaire de 250.000  
fr. pour donner de l'extension aux  
affaires d'une maison de premier ordre. (Article de  
1<sup>er</sup> utilité.) Aff. 800.000 f. Beaux bénéfices. (Pro-  
vince.) — Agence de l'Industrie, rue Vivienne, 17.

**INDUSTRIEL** (maison et usine de l'ord<sup>e</sup> en  
France) pour donner de l'extension aux  
affaires d'une maison de premier ordre. (Article de  
1<sup>er</sup> utilité.) Aff. 800.000 f. Beaux bénéfices. (Pro-  
vince.) — Agence de l'Industrie, rue Vivienne, 17.

**MÉTHODE ROBERTSON**  
COURS ET LEÇONS particulières.  
ANGLAIS H. HAMILTON, 8, rue Chabanais.

**HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE**

**GUÉRISON RADICALE** des maladies CONTAGIEUSES  
cabinet CLARENS, rue Neuve-Cochard, 26 bis.  
**CIGARETTES-ESPIC** contre l'ASTHME  
OPPRESSIONS BRONCHITES. 7. les pharm., 2 fr. la boîte

**CORS.** Guérison instantanée par les  
lignes chimiques amér. 4 fr.  
châmes de Moutier. Prix 0  
VIARD, 2, place du Palais-Royal, Paris.

**Pommades MAHON** depuis 1805  
des rhumes, pleurésie, etc. (Anc. r. Pas-de-la-Mule)  
Chute des cheveux, pellicules (Anc. r. Pas-de-la-Mule)

**BANDAGES**  
De la Maison DRAPER et Fils  
A pelotes élastiques en gomme mallable (breveté).  
Contention et guérison de hernies sans souffrance.  
Catalogue. Notice et prix adressés gratuitement.  
44, r. Rivoli (tour St-Jacques) anciens succursale

**PAPIER WLINSI**  
Vingt années de succès attestent l'efficacité de ce  
puissant dérivatif, recommandé par les premiers  
médecins pour la guérison rapide des rhumes, irri-  
tations de poitrine, maux de gorge, rhumatismes, dou-  
leurs. Une ou deux applications suffisent et ne cau-  
sent qu'une simple démangeaison. 1 fr. 50 la boîte  
de dix feuilles, dans toutes les pharmacies.

**AVIS AU CLERGE ET A LA NOBLESSE**  
Depuis trois ans seulement que les  
CALORIFÈRES GUINÉE sont connus  
en France, le Directeur de la C<sup>o</sup> de  
Londres a déjà fait adopter ce système  
pour chauffer : plus de 100 églises dont  
7 cathédrales; 20 maisons religieuses  
dont 7 séminaires; 3 hôpitaux et 30  
châteaux. On envoie la notice et la liste  
des endroits chauffés. S'adr. boul. St-Martin, 12, Paris

**GRILLAGE**  
MÉCANIQUE  
POUR  
CLOTURE, GIBIER, etc.  
TH. PILLET  
68, quai de Jemmapes  
PARIS

**EXPOSITION UNIVERSELLE 1875**  
Exposition du Havre, 1869.  
**EAU DES FÉES**  
EXTRAIT ESSENTIEL POUR LES CHEVEUX ET LA PEAU  
Bien se garder d'employer de cette Eau merveilleuse  
dont se servent SARAH FÉLIX  
Avec la notice la propagatrice  
Entrée : 42, rue Richer, Paris. Dépôt chez les principaux  
coiffeurs et parfumeurs

**LES PAPIETIERS**

**BRONZE d'ALUMINIUM**  
OU MÉTAL A LA COULEUR ET L'ÉCLAT DE L'OR  
Couverts de dessert, 4 fr. 50; couteaux à fruits, 3 fr. 50; couteaux à café, 1 fr. 25 et tout le service de table  
FLANEAUX. — BIJOUTERIE. — MONTRES, ETC.  
Envoi franco des prix, courants sur demande adressée boulevard Poissonnière, 21  
au Directeur de la Société anonyme de l'Aluminium.

**ROB BOYVALE L'AFFECTIONNÉ**  
Sirop dépuratif — entièrement végétal — contre les vices du sang et des humeurs. — Dépôt général  
Rue Richer, 12, à Paris, et dans toutes les pharmacies.  
Exiger la signature du Docteur GIRAudeau SAINT-GERVAIS

**MIXTURE** (Un seul flacon)  
Ramène instantanément la coloration naturelle aux cheveux et à la barbe  
Pas besoin de laver ni avant, ni après. L'application est des plus simples, le résultat est immédiat;  
ne tache pas la peau et ne peut jamais nuire à la santé  
Dépôt général pour la vente en gros et en détail chez L. LÉGERLAND, parfumeur, 207, rue  
Saint-Honoré, Paris, et chez les principaux parfumeurs et coiffeurs de France et de l'étranger.

**TARIF**  
Annonces de la LIBERTÉ  
Mars 1872

Annonces : 1 fr. 50  
Réclames : 4 50  
Faits Divers : 7 50

**IMPRIMERIE NOUVELLE**  
14, rue des Jeûneurs, 14  
**JOURNAL**  
Politique  
ET FINANCIERS  
BROCHURES  
TRAVAUX DE LIBRAIRIE  
Prospectus et Affiches  
Factures, Circulaires  
Mandats  
Impressions en tous genres  
ASSOCIATION OUVRIÈRE

Les Annonces, Réclames et Avis divers sont reçus chez MM. Lagrange, Cerf et C<sup>o</sup>, place de la Bourse, 6